



**HAL**  
open science

# Décrire la pauvreté au Maghreb, des enquêtes de la période coloniale à la sociologie de l'indépendance (années 1930-1970)

Antoine Perrier

► **To cite this version:**

Antoine Perrier. Décrire la pauvreté au Maghreb, des enquêtes de la période coloniale à la sociologie de l'indépendance (années 1930-1970). *Le Mouvement social*, 2023, N° 283 (2), pp.45-66. 10.3917/lms1.283.0045 . hal-04362337

**HAL Id: hal-04362337**

**<https://hal.science/hal-04362337>**

Submitted on 22 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Version Preprint : « Décrire la pauvreté au Maghreb, des enquêtes coloniales à la sociologie de l'indépendance (années 1930 – années 1970) », *Le Mouvement social*, vol. 283, n°4, 2023, p. 45-66.**

<https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2023-2-page-45.htm#no3>

## **Décrire la pauvreté au Maghreb, des enquêtes de la période coloniale à la sociologie de l'indépendance (années 1930- 1970)**

**Antoine Perrier**

CNRS, Centre Jacques Berque

Dès les années 1930, des enquêteurs français veulent faire mentir la sentence d'un spécialiste hollandais des affaires coloniales pour qui « le budget indigène demeure un livre fermé pour les Européens<sup>1</sup> ». Cette ambition porte sur l'outil principal des enquêtes : le budget, l'équilibre quantitatif entre les recettes et les dépenses, instrument de l'enquête leplaysienne par excellence<sup>2</sup>. Elle signale la précocité d'une tentative des États coloniaux pour évaluer les niveaux de vie de sociétés soumises à la crise économique mondiale et qui leur restent pour l'essentiel étrangères. Ces premières études laissent des héritages méthodologiques qui se prolongent, après les indépendances, dans la sociologie maghrébine des années 1960 et 1970. Dans l'intervalle, la mesure de la pauvreté s'est diversifiée, sans nécessairement se préciser, dans les trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie). Pour expliquer cette évolution, nous avons réuni un corpus d'enquêtes qui prêtent attention aux conditions de vie des populations locales même si celles-ci ne sont pas toujours leur objet central. Nous nous intéressons en particulier au contexte de leur création, à leur rapport avec l'administration, à leur méthode et, dans une moindre mesure, aux réalités de la pauvreté qu'elles entendent décrire à travers des variables souvent similaires (niveau de revenu, dépenses d'alimentation ou de logement). En abordant la construction d'un savoir dans différents contextes politiques et économiques, nous proposons de mieux comprendre la perception par les contemporains, français ou maghrébins, d'une question sociale et la façon dont elle a été formulée depuis les enquêtes sociales<sup>3</sup>.

Dans le cadre de cet article, nous avons constitué un corpus d'enquêtes publiées à partir de collections hétérogènes et de travaux aux destinées différentes (Tableau 1). Nous avons procédé à la recension, dans les catalogues des bibliothèques françaises spécialisées<sup>4</sup>, de toutes les publications concernant les conditions sociales des populations locales du Maghreb entre les années 1920 et 1970, puis nous en avons retenu trente-quatre. Le critère était double : les travaux se présentaient eux-mêmes comme des enquêtes sociales ou sociologiques ou bien ils se penchaient, d'une manière plus ou moins centrale, sur les revenus, la hiérarchie sociale ou, *a minima*, les conditions de vie économique de la population. Sans être l'objet central de ces enquêtes, la pauvreté, compte tenu de son empire

---

<sup>1</sup> Cité par R. Hoffherr et R. Moris, *Revenus et niveaux de vie indigènes au Maroc*, Paris, Sirey, 1934, p. 23.

<sup>2</sup> F. Cardoni, « Aux sources du budget domestique selon Le Play », *Les Études sociales*, n° 155, 2012, p. 11-46.

<sup>3</sup> Je remercie Marie-Emmanuelle Chessel pour l'initiative de ce numéro et ses relectures ainsi que les trois évaluateurs pour leurs remarques précieuses.

<sup>4</sup> Les fonds maghrébins de la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (Bulac) et de la médiathèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) sont particulièrement riches en France ; quelques croisements ont été appliqués avec les catalogues des bibliothèques nationales marocaine et tunisienne. Des ouvrages de langue arabe ont été acquis au Maroc directement.

sur ces sociétés, y apparaît toujours. Les ouvrages retenus ici, répartis assez harmonieusement entre les trois pays du Maghreb, ne sauraient représenter un corpus clos : une grande partie des enquêtes est conduite pour l'administration et ne fait pas l'objet de publication, certaines sont absentes des collections françaises et d'autres ont été recueillies sur place dans le pays que nous connaissons le mieux, le Maroc. Les revues des sociétés de statistique ont, en outre, publié un grand nombre d'enquêtes. Sans pouvoir parcourir toutes les publications périodiques au Maghreb, le dépouillement exhaustif du *Bulletin économique et social du Maroc* et du *Bulletin économique de Tunisie*, dont les articles sont numérisés sur la base Cinumed de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) d'Aix-en-Provence, a permis d'en donner une idée. Les déséquilibres du corpus persistent, avec un léger avantage pour le Maroc, mais il était essentiel de mettre en relief une perspective maghrébine, si rare dans les études françaises. Une telle approche offre en effet le spectacle de variations nationales et d'émulations collectives à partir d'une situation économique souvent similaire. Elle suggère des circulations entre les trois espaces nationaux, elles aussi souvent sous-estimées par l'historiographie.

**Tableau 1 – Le corpus d'enquêtes étudiées**

**Revues**

*Annales marocaines de sociologie / Hawliyat al-magribiyya li-'ilm al-iḡtimā'*, 1968-1970.  
*Bulletin économique et social du Maroc*, 1933-1970.  
*Bulletin économique de Tunisie puis Bulletin économique et social de la Tunisie*, 1946-1955.

**Algérie**

Bernard Augustin, *Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de l'Algérie*, Alger, Imprimerie orientale, 1921.  
 Bourdieu Pierre *et al.*, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris-La Haye, Mouton, 1963.  
 Bourdieu Pierre et Sayad Abdelmalek, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Éditions de Minuit, 1964.  
 Bourrinet Jacques, *Salaires et revenus des travailleurs agricoles en Tunisie et en Algérie*, Genève, Bureau international du travail, 1975.  
 Drapier Henry, *La condition sociale des indigènes algériens*, Paris, A. Rousseau, 1899.  
 Gaudry Mathéa, *La société féminine au Djebel Amour et au Ksel. Étude de sociologie rurale nord-africaine*, Alger, Société algérienne d'impressions diverses, 1961.  
 Goichon Anne-Marie, *La vie féminine au Mزاب : étude de sociologie musulmane*, Paris, P. Geuthner, 1927-1931  
 Lacoste Robert, *Algérie : quelques aspects des problèmes économiques et sociaux*, Alger, Imprimerie Baconnier, 1957.  
 Melon Paul, *Problèmes algériens et tunisiens : ce que disent les chiffres*, Paris, A. Challamel, 1903.  
 Tillion Germaine, *L'Algérie en 1957*, Paris, Éditions de Minuit, 1957.

**Tunisie**

*Colloque international sur les niveaux de vie en Tunisie. I. Enquête sur les salariés de la région de Tunisie ; II. Niveaux de vie liés à l'agriculture ; III. Problèmes généraux et conclusion*, Paris, PUF, 1956-1958, 3 vol.  
*Études de sociologie tunisienne*, Tunis, Bureau de recherche sociologique, 1968.  
 Burnet Étienne, *Enquête sur l'alimentation en Tunisie*, Tunis, Bascone et Muscat, 1939.  
 Chalumeau Pierre, *Les nattes d'Alfa du Boutaleb. Étude de sociologie nord-africaine*, Tunis, Bascone et Muscat, 1954.  
 Cuisenier Jean, *L'Ansarine : contribution à la sociologie du développement*, Paris, PUF, 1960.  
 Lisse Pierre et Louis André, *Les potiers de Nabeul, étude de sociologie tunisienne*, Tunis, Publications de l'IBLA, 1956.  
 Golvin Lucien, *Les tissages décorés d'El-Djem et de Djebeniana : étude de sociologie tunisienne*,

- Tunis, Bascone et Muscat, 1949.
- Sebag Paul, *La Hara de Tunis : l'évolution d'un ghetto nord-africain*, Paris, PUF, 1959.
- , *Un faubourg de Tunis : Saïda Manoubia. Enquête sociale*, Paris, PUF, 1960.
- Maroc**
- Adam André, *Une enquête auprès de la jeunesse musulmane du Maroc*, Aix-en-Provence, Faculté des Lettres, 1963.
- , *Casablanca. Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*, Paris, Éditions du CNRS, 1968.
- Beneitez Cantero Valentín, *Sociología marroquí*, Tetuán, Impr. Olimpia, 1952.
- Berque Jacques, *Structures sociales du Haut-Atlas*, Paris, PUF, 1978 [1958].
- Essafi Tahar, *Études sociologiques. Au secours du Fellah*, Marrakech, Imprimerie du Sud Marocain, 1934.
- Collectif, *L'évolution sociale du Maroc*, Paris, Peyronnet, 1951.
- Al-Fāsī al-Fihri Muḥammad al-Bashīr, *Qabīlat Banī Zarwāl. Mazāhir ḥayātihā al-taqāfiyya wa-l-iḡtimā'iyya wa-l-iqtisādiyya [La tribu des Banī Zarwāl. Aspects de leur vie culturelle, sociale et économique]*, Rabat, Éditions techniques nord-africaines, 1962.
- Hoffherr René et Moris Roger, *Revenus et niveaux de vie indigènes au Maroc*, Paris, Sirey, 1934.
- Massignon Louis, *Enquête sur les corporations musulmanes d'artisans et de commerçants au Maroc (1923-1924)*, Paris, Ernest Leroux, 1925.
- Mathieu Jean, *Étude des conditions de vie dans une palmeraie du Moyen Gheris et contrôle de la nutrition de ses habitants*, Rabat, Felix Moncho, 1939.
- Mauran Louis, *Le Maroc d'aujourd'hui et de demain : Rabat, études sociales*, Paris, Paulin, 1909.
- Milleron Jacques, *Regards sur l'économie marocaine*, Rabat, Société d'études économiques, sociales et statistiques du Maroc, 1954.
- Montagne Robert, *Naissance du prolétariat marocain*, Rabat, Centre Jacques Berque, 2016 [1951].
- Robine Léon, *Revenus et niveaux de vie du Grand Atlas occidental*, Rabat, Thouret, 1956.

Ces enquêtes présentent un travail d'interprétation fondé sur une récolte d'informations dont le protocole n'est pas toujours précisé. Elles sont initialement le fait d'administrateurs ou de savants proches des États coloniaux puis, notamment à partir des années 1940, d'universitaires ou d'intellectuels plus indépendants des autorités coloniales. La précision de leur démarche, l'amplitude de leur objet et l'ambition de leur conclusion diffèrent fortement, entre une monographie de village et une étude nationale, entre le rapport parfois sec d'un administrateur et la reconstitution d'un monde social par un ethnologue. Désireux de peindre une vue d'ensemble, à ce stade nécessaire afin de permettre dans l'avenir des recherches plus approfondies, nous n'avons pas plongé dans les archives des chercheurs ou des enquêtes, sauf par quelques sondages dans les archives du protectorat marocain.

Un des avantages de ce corpus pourtant partiel est son étendue chronologique qui nous permet d'interroger les rythmes de l'histoire sociale des espaces impériaux en Afrique. Celle-ci, développée surtout pour l'Afrique sub-saharienne, a montré que les politiques sociales en contexte colonial, inaugurées après la Seconde Guerre mondiale, dépendent directement d'un savoir neuf sur la pauvreté, suscité par les paradigmes développementalistes des organisations internationales après 1945<sup>5</sup>. L'histoire du travail a montré le rôle du Bureau international du travail (BIT) dans l'adaptation de questionnaires<sup>6</sup>, jusqu'ici conçus pour les sociétés industrielles, aux réalités des sociétés africaines<sup>7</sup>. Le sous-emploi, le surchômage et de

<sup>5</sup> V. Bonnacase, *La pauvreté au Sahel. Du savoir colonial à la mesure internationale*, Paris, Karthala, 2011.

<sup>6</sup> D. Kévonian, « La légitimation par l'expertise : le Bureau international du travail et la statistique internationale », *Les cahiers Irice*, n° 2, 2008, p. 81-106.

<sup>7</sup> M. Lakroum, « Le travail en Afrique noire peut-il être un objet d'étude scientifique ? », in H. d'Almeida-Topor, M. Lakroum et G. Spittler (dir.), *Le travail en Afrique noire. Représentations et pratiques à l'époque contemporaine*, Paris, Karthala, 2003, p. 43-64.

nouvelles nomenclatures statistiques sont destinés à appuyer des politiques coloniales aussi ambitieuses que tardives<sup>8</sup>.

Nous montrerons que le tournant de 1945 est réel au Maghreb, même s'il achève surtout une séquence débutée dès les années 1930. La crise mondiale qui leur est contemporaine est la principale cause d'une nouvelle volonté de savoir qui modifie, jusqu'à l'aube des années 1940, les représentations de la pauvreté. Dès la Seconde Guerre mondiale et avant même la libération des territoires d'Afrique du Nord en 1943, les gouvernements coloniaux comme les autorités locales ont pris conscience d'une misère généralisée. En somme, la rupture de 1945 et les nouvelles politiques sociales qui en sont le produit, en particulier en Algérie, interviennent au sein d'une épistémologie déjà structurée, science étudiée jusqu'à présent dans ses applications anthropologiques, mais jamais économiques<sup>9</sup>. La comparaison nous permettra d'interroger les chronologies nationales et de déterminer les précurseurs, parmi les trois pays du Maghreb, et les éventuels décalages dans l'histoire des enquêtes, qui épousent ou non les rythmes différés des trois colonies.

Cet article interroge ainsi ce basculement dans les méthodes de l'enquête sociale autour des années 1940 en proposant deux contributions. La première voudrait questionner les effets au Maghreb de la politisation de la question sociale, étudiée par Frederick Cooper pour l'Afrique subsaharienne<sup>10</sup>. Le cas maghrébin montre que cette politisation, outre le rôle majeur des organisations syndicales relevé par F. Cooper, est également nourrie par la production d'un savoir économique et social plus aiguisé sur ces sociétés et une rupture méthodologique parmi les enquêtes. En cela, notre article revient sur une pratique naissante dans des sociétés qui n'ont pas encore fait l'objet de l'attention des historiens de la statistique, qui constatent la mise en nombre des sociétés européennes<sup>11</sup>, phénomène dont seraient épargnées ces sociétés encore majoritairement rurales et préindustrielles. Celles-ci ne peuvent bénéficier, comme en Europe, de sociétés philanthropiques puis d'administrations sociales où se développe un savoir professionnel de l'enquête et des métiers qui lui sont associés au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles<sup>12</sup>. Au Maghreb, l'enquête reste un prolongement de l'administration coloniale ou locale, un savoir instable où se contredisent plusieurs méthodes puis, comme en Europe, un outil de gouvernement et le miroir d'inquiétudes<sup>13</sup>. Elle est pourtant au fondement de politiques sociales des États maghrébins après l'indépendance, domaine délaissé par les historiens pour la période contemporaine.

La deuxième contribution concerne moins le gouvernement colonial que les sociétés concernées au premier chef : l'émergence de la pauvreté comme problème public après l'indépendance dépend de la production d'un savoir en grande partie héritier des méthodes nées dans les années 1930. Le développement de l'enquête s'inscrit alors dans le passage de la connaissance des pauvres à l'échelle locale (par un caïd, une fondation pieuse, une société de bienfaisance ou un administrateur colonial sensible à ces questions) à un savoir de la pauvreté rendu possible par une mesure nationale. La promotion de la misère au rang de problème national dépend en grande partie de cette rupture épistémologique de la fin de l'entre-deux-guerres.

---

<sup>8</sup> F. Cooper, *Decolonization and African Society. The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 [1996].

<sup>9</sup> Parmi une abondante bibliographie, voir par exemple E. Burke III, *The Ethnographic State. France and the Invention of Moroccan Islam*, Berkeley, University of California Press, 2014.

<sup>10</sup> F. Cooper, *Decolonization and African Society...*, *op. cit.*

<sup>11</sup> A. Desrosières, *Pour une sociologie historique de la quantification. Vol. 1 : L'argument statistique*, Paris, Presses des Mines, 2008.

<sup>12</sup> C. Topalov, *Histoires d'enquêtes. Londres, Paris, Chicago (1880-1930)*, Paris, Classiques Garnier, 2015.

<sup>13</sup> É. Geerkens, N. Hatzfeld et X. Vigna, « Observer, écouter, inspirer : deux siècles d'enquêtes ouvrières en Europe », in É. Geerkens, N. Hatzfeld, I. Lespinet-Moret et X. Vigna (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*, Paris, La Découverte, 2019, p. 5-38.

Pour autant, l'histoire des enquêtes ne décrit guère un passage de l'ombre (coloniale) à la lumière de l'indépendance retrouvée. Au contraire, le perfectionnement des méthodes et la multiplication des points de vue donnent le sentiment, dans les années 1960 et 1970, d'une société particulièrement fracturée où l'enthousiasme des solutions préconisées lors de la période coloniale a laissé place à une sociologie critique parfois prisonnière des mots d'ordre développementalistes. De larges pans des sociétés maghrébines (fondations pieuses, confréries, solidarités coutumières) paraissent toujours absents de la plupart des enquêtes, réservés à une érudition locale, produite en langue arabe de manière indépendante. Ces différentes méthodes ne convergent pas : après l'indépendance, le legs colonial apparaît aussi bien dans la multiplication des fractures sociales que dans l'éclatement du savoir dont elles sont l'objet.

### **Les années 1930 : les enquêtes de l'administration coloniale et l'uniformité des niveaux de vie**

La valeur de creuset de la décennie 1930 est connue pour l'émergence des mouvements nationaux : la crise économique attise les braises de la contestation anticoloniale et modifie également la perception des problèmes sociaux dans les sociétés maghrébines. L'aggravation générale de la misère, produit de l'effondrement d'économies coloniales dépendantes des rythmes de la métropole mais aussi de sécheresses, d'un exode rural croissant et de la naissance du chômage structurel<sup>14</sup>, entraîne la naissance des premières enquêtes systématiques, au niveau national, pour mesurer les conséquences de la crise. Ces premières tentatives aboutissent pourtant à une lecture culturaliste de la société maghrébine, vouée, par ses traditions, à demeurer dans une pauvreté aussi générale que floue. Ce réflexe, héritier d'une lecture de la société perfectionnée par le protectorat de Lyautéy qui exagère la différence des modes de vie entre Marocains et Européens, est aussi une réponse à la politisation croissante de la question sociale.

Avant les années 1930, la science coloniale ne se penche guère sur les conditions de vie des classes populaires maghrébines, saisies d'abord par une anthropologie coloniale qui interprète les réalités sociales au prisme des divisions ethniques. En Algérie, les hommes et femmes du Maghreb sont répartis en fonction de modes de vie qui tiennent moins à des conditions qu'aux exigences d'un environnement et aux héritages d'une coutume. Se réclamant de Le Play quand il se penche sur la « condition sociale des indigènes algériens », le juriste Henry Drapier décrit avec approximation les modes de propriété foncière et les réformes qui la frappent, ou les effets délétères du crédit pour des agriculteurs inadaptés à la « vie moderne »<sup>15</sup>. Dans le même esprit, le géographe Augustin Bernard, spécialement sollicité par le gouvernement général, s'intéresse à l'habitat algérien reflet de l'évolution des modes de vie, plus exactement de la sédentarisation des nomades. Dans une enquête reposant sur les rapports d'administrateurs coloniaux, il associe toutefois à plusieurs reprises pauvreté et vie nomade, et l'enrichissement que peut occasionner, sans promesse ferme, l'abandon de la tente<sup>16</sup>. Les niveaux de vie paraissent une préoccupation secondaire pour ces auteurs, tous influencés par les premiers ethnologues de l'Algérie, comme William Masqueray (m. 1917), pour qui il existait non pas des riches et des pauvres mais des Arabes ou des Berbères, des gens de la montagne ou de la plaine. Au Maroc, l'enquête de l'islamologue Louis Massignon sur les corporations musulmanes fait figure d'hapax : elle décrit, à l'appui de documents en arabe et d'une enquête directe, le déclin d'une institution centrale dans l'économie maghrébine en se réclamant d'un « cadre nettement

<sup>14</sup> R. Gallissot, *Le patronat européen au Maroc (1931-1942)*, Rabat, Eddif, 1990 [1964], p. 29 et 32.

<sup>15</sup> H. Drapier, *La condition sociale des indigènes algériens*, Paris, A. Rousseau, 1899.

<sup>16</sup> A. Bernard, *Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de l'Algérie*, Alger, Imprimerie orientale, 1921.

sociologique<sup>17</sup> ». Elle paraît davantage le fruit d'une proximité personnelle de l'orientaliste avec Lyautey que d'un intérêt prolongé pour la sociologie marocaine, goutte d'eau dans une œuvre qui grandit surtout à l'ombre de la mystique orientale.

Dans les années 1920, dans l'ensemble, le niveau de vie des travailleurs, ouvriers ou agriculteurs, n'est pas un problème tant que, constatent les administrateurs français les plus tranchants, « il suffit à ses désirs<sup>18</sup> ». La nécessité d'une nouvelle évaluation s'impose avec la crise des années 1930 dans tout le Maghreb : les industriels du Maroc, le gouvernement algérien, les autorités de protectorat commandent des monographies locales aux administrateurs, destinées à guider l'action coloniale en matière de main-d'œuvre et de contrôle des prix<sup>19</sup>. C'est au Maroc que s'impose une enquête qui fera autorité. Ses auteurs appartiennent à ce milieu de hauts fonctionnaires coloniaux lettrés ou férus de sciences humaines, souvent titulaires d'un doctorat<sup>20</sup>. René Hoffherr, ingénieur des Ponts, est docteur en sciences économiques et sociales et occupe de nombreuses fonctions dans l'empire colonial ; il n'est que de passage au Maroc, où il dirige les centres juridiques du protectorat. Sous l'égide de la Société d'études économiques et statistiques du Maroc, il publie son travail avec Roger Moris, jeune contrôleur civil de 28 ans, docteur en droit. Formés en France, ils relèvent d'une tradition d'expertise depuis la métropole et, pour la première fois, la mesure du niveau de vie est l'objet direct d'une enquête qui cherche à saisir le rapport dynamique entre celui-ci et les revenus des Marocains.

L'enquête intervient dans un double contexte : celui de la mesure de la répercussion de la crise sur les « milieux indigènes », question mise à l'agenda de la VII<sup>e</sup> conférence nord-africaine réunissant les responsables des trois régimes coloniaux. Dans les années 1930, une tendance à considérer les problèmes maghrébins d'un seul ensemble s'affirme jusqu'au Front populaire, ce qui justifie une certaine émulation entre les trois pays de la région. Plus généralement, elle s'inscrit dans une transformation du protectorat : les premières années lyautéennes concevaient la présence coloniale comme une superposition de populations au contact superficiel, désormais les auteurs constatent le « contact » de deux économies entremêlées<sup>21</sup>. L'enquête repose sur un ensemble d'études menées en 1932 par la direction des Affaires indigènes, comparées à d'autres enquêtes conduites dans le monde, dont la bibliographie est établie par le BIT.

La description du Maroc ainsi offerte est celle d'une société globalement pauvre (sous l'angle du revenu), mais qui se contente de peu (sous l'angle du niveau de vie). L'étude tire son originalité de son ambition d'embrasser aussi bien « l'égalitarisme de la société rurale<sup>22</sup> » que le mouvement des salaires en ville. La méthode se conforme aux cadres fondamentaux des études sur le niveau de vie : celui-ci est perçu par la mesure de la consommation alimentaire, du logement, du vêtement, et très secondairement d'autres postes de dépense inaccessibles à la plupart des revenus marocains. Le « pauvre » apparaît à l'aune de ces critères : alimentation peu variée mais suffisante, il s'habille de vêtements de fonction et non de mesure, à la campagne il est contraint à la polyactivité. En ville, les classes sociales sont définies par des revenus salariés plus aisés à mesurer : le budget des ouvriers est facile à établir, car son « train de vie, très modeste, est nécessairement stable<sup>23</sup> ». Le plus pauvre est soumis à la variété extrême des rémunérations et aux privations fréquentes qu'il impose à son alimentation.

---

<sup>17</sup> L. Massignon, *Enquête sur les corporations musulmanes d'artisans et de commerçants au Maroc (1923-1924)*, Paris, Ernest Leroux, 1925, p. VI.

<sup>18</sup> Archives du Maroc (AM), A1636, « Revue du travail en 1928 », extrait du *Bulletin du travail*, 1929.

<sup>19</sup> Rubrique « Enquêtes sur les conditions de vie indigène », *Bulletin économique du Maroc*, n° 6, 1934, p. 458.

<sup>20</sup> Cet entourage est évoqué par D. Rivet, *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc (1912-1925)*, Paris, L'Harmattan, 1988.

<sup>21</sup> R. Hoffherr et R. Moris, *Revenus et niveaux de vie...*, *op. cit.*, p. 5.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 174.

L'enquête de Hoffherr et Moris entraîne dans son sillage toute une gamme de variations sur le même thème du « budget indigène » dans les milieux du protectorat. Les enquêteurs et contrôleurs civils établissent des « budgets types », où les familles apparaissent sous des traits généraux et représentatifs, comme si elles étaient le personnage d'un roman naturaliste : la profession du mari, la condition de l'épouse, le nombre d'enfants, la qualité du logement, les habitudes ponctuelles sont figés dans de petits excursus biographiques qui mettent en relief la vulnérabilité des situations. Le budget d'un pauvre marocain est d'abord caractérisé par sa simplicité : « les revenus sont à peu près entièrement absorbés par les dépenses d'alimentation<sup>24</sup> », lesquelles sont sommaires. Les auteurs sont tous français, à l'exception d'Ahmed Bahnini, figure du Makhzen marocain qui occupera des fonctions au cabinet royal après la guerre. Il collabore à une enquête sur Fès, où sont données les particularités de la « ville musulmane par excellence » – la femme n'est pas censée y travailler<sup>25</sup>. Proches aussi de l'administration, des médecins ajoutent aux enquêtes la première mesure de la sous-nutrition, comme Étienne Burnet, biologiste de renom, directeur de l'Hygiène publique de Tunisie en 1920 puis de l'Institut Pasteur<sup>26</sup>.

Une borne arrête les conclusions de Hoffherr, Moris et de leurs épigones : la diversité sociologique de la société musulmane est écrasée par un « conformisme qui oriente les consommations dans un seul sens ». Autrement dit, « avant d'être humble ou notable, commerçant ou artisan, militaire ou civil, etc., le citadin reste musulman<sup>27</sup> ». Étrangement, les auteurs de ces enquêtes montent de complexes châteaux de cartes balayés d'un geste dans les conclusions : le Maroc est aplani dans une uniformité générale du mode de vie où les besoins des riches comme des pauvres restent sans fantaisie, confinés au strict nécessaire, ou presque. Cette sobriété tient moins, selon eux, à la pauvreté elle-même qu'aux chaînes de la « tradition » qui contraignent le Marocain, même aisé, à limiter sa consommation. L'enquête conclut alors à ses propres limites : les niveaux de vie et les revenus sont déconnectés et l'enquête sur les budgets a quelque chose d'« artificiel », tant la notion de budget est « absolument étrangère aux préoccupations des indigènes, [lesquels] vivent au jour le jour<sup>28</sup> ». L'identité des auteurs explique en partie ce geste autodestructeur : les résultats excusent le protectorat de toute responsabilité dans des niveaux de vie très bas et son effort pour les relever – appelé de leurs vœux – ne serait qu'une générosité de surcroît. Le caractère discutable de leurs conclusions apparaît dans les rapports de l'administration coloniale elle-même. Dans le Maroc des années 1930, les contrôles civils établissent des indices du coût de la vie à partir de treize denrées dites de base, dont ils observent les variations de prix<sup>29</sup> et dressent eux-mêmes des « budgets indigènes<sup>30</sup> » pour fixer les bases de calcul des indices du coût de la vie<sup>31</sup>. Les renseignements sont obtenus auprès des intéressés ou des cheikhs ou caïds<sup>32</sup>, et ils offrent le spectacle de dépenses comprimées à l'extrême et de salaires « notoirement insuffisants pour faire vivre une famille, si peu nombreuse soit-elle<sup>33</sup> », face à la hausse des prix.

<sup>24</sup> J. Mathieu et R. Baron, « Quelques budgets de travailleurs indigènes », *Bulletin économique du Maroc*, n° 17, 1937, p. 212.

<sup>25</sup> A. Bahnini et G. Lucas, « Budgets citadins à Fès », *Bulletin économique du Maroc*, n° 19, 1938, p. 26-30.

<sup>26</sup> Notice de l'Annuaire prosopographique des sociétés savantes du CTHS de l'École nationale des chartes, <https://cths.fr/an/savant.php?id=122365>; É. Burnet, *Enquête sur l'alimentation en Tunisie*, Tunis, Bascone et Muscat, 1939.

<sup>27</sup> R. Hoffherr et R. Moris, *Revenus et niveaux de vie...*, *op. cit.*, p. 111.

<sup>28</sup> J. Mathieu et R. Baron, « Quelques budgets de travailleurs indigènes », art. cité, p. 208.

<sup>29</sup> AM, G0239, note du service de commerce et de l'industrie, 14 novembre 1939.

<sup>30</sup> AM, B63, circulaire du chef de la région d'Oujda aux contrôleurs civils de sa circonscription, 26 juillet 1937.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> Officiers marocains chargés de fonctions fiscales, judiciaires et policières.

<sup>33</sup> Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN), 1/MA/200/447, le chef des services municipaux de Meknès au chef de la région, 1<sup>er</sup> avril 1936.

Si les conclusions optimistes de Hohfferr et Moris paraissent déjà hors de saison, la méthode est maintenant généralisée au Maghreb. Un goût se répand, y compris parmi les fonctionnaires autochtones, comme Tahar Essafi, interprète et professeur d'arabe, avocat à Fès, qui propose plusieurs études sociologiques, par exemple sur le paysan (*fellah*), qui sont en réalité à la louange du protectorat et plus programmatique que descriptive<sup>34</sup>. Les mouvements nationaux s'emparent de ces méthodes d'une façon plus critique. Le leader syndical tunisien Tahar Haddad propose aussi une description des niveaux de vie pour dénoncer la responsabilité coloniale. Son tableau de la misère aux couleurs hugoliennes<sup>35</sup> exhibe aussi un tableau des dépenses quotidiennes d'une famille composée de cinq personnes (dont il ne précise par la source) pour « démontrer le bien-fondé des doléances ouvrières concernant l'insuffisance des salaires<sup>36</sup> ». L'usage concurrent des chiffres aux sources incertaines, tout à fait similaire aux discussions sur le nombre et la rémunération des fonctionnaires<sup>37</sup>, signale le nouveau langage, partagé qu'a donné l'enquête aux débats sociaux.

En Algérie aussi, une nouvelle génération d'enquêteurs occupe un terrain jusqu'alors réservé aux administrateurs coloniaux. Dès la fin des années 1920, une première esquisse de sociologie de terrain est le fait d'une génération de jeunes femmes ethnologues. Dans le sillage d'une littérature militante féministe, ces chercheuses diplômées des écoles parisiennes investissent les marges de la colonie algérienne, le Mzab ou l'Aurès, à l'exemple de Mathéa Gaudry, Amélie-Marie Goichon, Amélie Rivière et Germaine Tillion<sup>38</sup>. Les missions, sollicitées pour ces deux dernières par l'Institut d'ethnologie de Paris, portent essentiellement sur les femmes musulmanes, dont les préventions sont jugées par les dirigeants d'instituts moins irréductibles aux ethnologues de sexe féminin. Leurs enquêtes approfondissent la description d'un mode de vie jusqu'alors envisagé depuis le haut par les administrateurs coloniaux. Cette nouvelle proximité avec les enquêtés n'empêche la volonté de ce monde savant d'apporter une « contribution efficace aux méthodes de colonisation<sup>39</sup> ». L'émergence de ces nouveaux acteurs peut être mise en relation avec un nouveau regard sur les sociétés maghrébines, révélant le basculement des années 1930 : ces sociétés plates, où la modestie du niveau de vie traverse toutes les couches de la société, prennent un relief nouveau.

### **La rupture méthodologique des années 1940 : intolérable pauvreté**

Les enquêtes se multiplient bientôt en Algérie et en Tunisie, selon un modèle construit dans la continuité mais aussi la critique des premiers travaux marocains. L'institution de premiers établissements d'enseignement supérieur au Maghreb ou de centres de formation des hauts fonctionnaires comme le Centre des hautes-études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM) et l'intérêt accru des milieux académiques métropolitains contribuent à l'émergence d'un profil d'enquêteur moins lié à l'administration coloniale. Leurs ouvrages adoptent un nouveau positionnement : la pauvreté, présentée jusqu'alors comme l'héritage de siècles d'habitudes et de résignation, devient intolérable. Ce nouveau langage, signe de

---

<sup>34</sup> T. Essafi, *Études sociologiques. Au secours du Fellah*, Marrakech, Imprimerie du Sud Marocain, 1934.

<sup>35</sup> T. Haddad, *Notre femme dans la charia et la société*, traduit de l'arabe par M. Meski, Tunis, Nirvana, 2018 [1930], p. 193 par exemple.

<sup>36</sup> T. Haddad, *Les travailleurs tunisiens et l'émergence du mouvement syndical*, traduit de l'arabe par A. Halioui, [Tripoli, Libye], Maison arabe du livre, cop. 1985 [1927], p. 95.

<sup>37</sup> A. Perrier, « Gouverner sans compter. Les effectifs des fonctionnaires marocains et tunisiens entre État colonial et monarchies protégées », *Histoire et mesure*, vol. 35, n° 2, 2020, p. 19-42.

<sup>38</sup> F. Pouillon (dir.), *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Paris, IISMM-Karthala, 2012, p. 477.

<sup>39</sup> M. Coquet, *L'Aurès de Thérèse Rivière et Germaine Tillion. Être ethnologue dans l'Algérie des années 1930*, Lormont, Le bord de l'eau, 2019, p. 63.

nouvelles normes sociales<sup>40</sup>, est nourri par le double contexte d'un regain de la revendication nationaliste à la veille de la Seconde Guerre mondiale et la tentative d'*aggiornamento* de la politique coloniale de la France. Plus critiques, moins promptes à la simplification ou la généralisation par type, les enquêtes se rapprochent du terrain et se détachent progressivement des perceptions de l'administration coloniale. Les effets de cette rupture n'attendent pas la libération des territoires d'Afrique du Nord pour se manifester.

Dès la période « vichyste » des protectorats, l'administration dresse de nouveaux inventaires de la situation sociale – particulièrement douloureuse pendant la guerre qui impose des privations couronnées par une famine en 1944 – pour constater une anomalie dans le paysage jusqu'alors serein de la pauvreté marocaine. Ressentant le mécontentement parmi les ouvriers marocains, la Résidence générale commande une enquête aux comités économiques régionaux rassemblant les autorités locales et les employeurs européens<sup>41</sup>. Celle-ci parvient à une conclusion nette : « il n'est pas possible de comprendre comment les ouvriers indigènes peuvent arriver à vivre dans les circonstances présentes », du fait du rationnement de guerre<sup>42</sup>. L'évolution de perception est donc amorcée dès 1941, pour s'épanouir tout à fait en 1944 – continuité qui n'est pas sans évoquer d'autres innovations de la période vichyste dissimulées par la suite<sup>43</sup>. Cette intuition marocaine est toutefois vite dépassée par une nouvelle volonté politique, qui donne toute sa mesure en Algérie. Le gouvernement français, prenant conscience que la répression seule ne saura mettre fin à la contestation dans les trois départements d'Afrique du Nord, prépare d'ambitieuses politiques sociales. Il s'appuie pour cela sur plusieurs tableaux d'ensemble, dont le rapport Maspétiol de 1954, qui projette plusieurs hypothèses de croissance économique et recommande d'augmenter le revenu des Algériens, dont l'insuffisance devient un lieu commun<sup>44</sup>. Si ce réformisme social, prolongé dans les promesses du plan de Constantine de 1958, ne porte guère de fruits, il procède directement d'une prise de conscience nourrie par de nouvelles enquêtes.

### ***Les nouvelles méthodes : approches réflexives et empiriques de l'enquête***

Les historiens rapportent souvent cette nouveauté à l'émergence après 1945 d'une catégorie d'acteurs, les organisations internationales, au service d'un paradigme commun, le développement. Pour le Maghreb, les conséquences exactes de ces programmes internationaux n'ont pas encore été mesurées à leur juste valeur. Les enquêtes en donnent quelques indices : l'ONU réunit en 1954 un comité d'experts qui propose des index pour la mesure des niveaux de vie, en tâchant d'adapter aux pays « sous-développés » ses instruments de mesure<sup>45</sup>. Pour le Sahara algérien, une enquête du Centre d'étude et d'informations des problèmes humains dans les zones arides appuie des projets de développement guidés par les recommandations de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) pour améliorer la nutrition<sup>46</sup>. En 1950, la même FAO se donne pour ambition d'établir un inventaire des ressources agricoles mondiales à l'échelle du monde, ambition qui

---

<sup>40</sup> D. Fassin et P. Bourdelais (dir.), *Les constructions de l'intolérable. Études d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*, Paris, La Découverte, 2005.

<sup>41</sup> CADN, 11/MA/2/341, Le résident général au directeur des Affaires politiques, 18 juin 1941.

<sup>42</sup> CADN, 11/MA/2/341, Note sur les salaires payés aux indigènes, 28 avril 1942.

<sup>43</sup> Pour l'INED, voir P.-A. Rosental, *L'intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, Odile Jacob, 2003.

<sup>44</sup> D. Lefeuvre, *Chère Algérie. La France et sa colonie (1930-1962)*, Paris, Flammarion, 2005, p. 349 sq.

<sup>45</sup> R. Peltier, « Principes et méthodes des enquêtes sur les niveaux de vie. Leurs applications aux pays sous-développés », *Colloque international sur les niveaux de vie en Tunisie. Problèmes généraux et conclusion*, Paris, PUF, 1958.

<sup>46</sup> Centre d'étude et d'information des problèmes humains dans les zones arides, *Propositions IV. Niveaux de vie et conditions de vie*, s.l., 1961.

bute sur l'insuffisance de la statistique tunisienne<sup>47</sup>. Ces insuffisances sont désormais assumées par les enquêtes sociales : leurs auteurs, le plus souvent des universitaires, renoncent à la méthode du sondage aléatoire, faute de recensement exhaustif de la population. Ils pratiquent donc des techniques de compromis en tâchant de reconstituer des segments représentatifs, en corrigeant les biais de la mesure statistique (surreprésentation des salariés par exemple).

Ces techniques sont au cœur de la tenue du premier colloque sur les niveaux de vie en Tunisie, en 1955, dans un cadre universitaire qui s'autonomise de l'administration<sup>48</sup>. À partir de 1945, l'université est le principal lieu de travail de ces enquêteurs, souvent teinté d'un engagement militant, généralement dans la Résistance, comme Paul Sebag, juif franco-tunisien, longtemps engagé au Parti communiste avant de prendre ses distances, ou Germaine Tillion. Des ethnologues ou géographes formés en France enseignent au Maghreb dans les lycées ou les premiers établissements d'enseignement supérieur, comme l'Institut des hautes-études méditerranéennes ; ils consacrent alors leurs thèses aux transformations des villes ou se prennent d'intérêt pour l'artisanat local. Les administrateurs au Maghreb sont désormais plus sensibles aux subtilités de la société locale, après avoir reçu un enseignement dans les centres de formation plus tournés vers les sciences sociales.

Le colloque de Tunis constate le retard de la Tunisie par rapport au Maroc en matière d'enquêtes et présente un renouvellement méthodologique. Les enquêteurs ne se contentent plus des renseignements de seconde main donnés par les caïds ou les contrôleurs civils, ils forment des équipes *ad hoc* qui rentrent dans les foyers et interrogent les enquêtés. Infirmières et infirmiers, assistantes sociales, institutrices sont alors convoqués : ces « professionnels de l'enquête<sup>49</sup> » constituent une denrée rare dans des États coloniaux maghrébins aux services sociaux réservés souvent aux seuls Européens. Deux facteurs contribuent à améliorer pourtant la qualité générale des renseignements obtenus : leur autonomie garantie par des instituts de recherche extérieurs à l'administration, et de nouveaux alliés, notamment en Tunisie. Les centrales syndicales comme l'UGTT prêtent leur précieux concours pour rassurer les enquêtés et établir un climat de confiance<sup>50</sup>. Le visage de l'enquêteur d'État, trop semblable à celui du précepteur d'impôt, cède la place à un interlocuteur se voulant animé de sympathie. Les compétences linguistiques sont privilégiées dans le recrutement des enquêteurs, y compris au Maroc, où ils sont sélectionnés parmi les instituteurs de toute nationalité, « en contact quotidien avec les populations », « tous arabisants ou berbérisants », « soucieux du mieux-être et de l'éducation de leur correspondant<sup>51</sup> ». Dans les enquêtes alimentaires menées en Tunisie par des médecins – nouveaux professionnels de l'enquête eux aussi – les questionnaires sont établis en langue arabe<sup>52</sup>.

La fiche familiale se substitue au portrait typique, abstrait et parfois artificiel, et les résultats exhaustifs sont offerts à la curiosité du lecteur. D'une manière significative, les premières photographies d'enquêtés composent les annexes de ces livres : dépourvues de commentaires, ces images complètent désormais l'enquête de visages et donnent à voir le profil d'une maison, l'organisation d'un paysage, la coupe d'un vêtement. L'enquête monographique, s'abstenant de généralités, se multiplie et met en scène une relation de proximité avec son objet. Ainsi, un enquêteur français se penche sur la vie d'une famille marocaine dont il partage le pain quotidien tout en « s'abstenant toujours systématiquement d'avoir l'air de

<sup>47</sup> R. Pissaloux, « L'enquête agricole en Tunisie », *Bulletin économique de Tunisie*, n° 37, 1950, p. 28-35.

<sup>48</sup> *Colloque international sur les niveaux de vie en Tunisie*, Paris, PUF, 1956-1958, 3 vol.

<sup>49</sup> R. Peltier, « Principes et méthodes des enquêtes sur les niveaux de vie... », art. cité, p. 16.

<sup>50</sup> P. Sebag, *Enquête sur les salariés de la région de Tunis*, Paris, PUF, 1956.

<sup>51</sup> J. Milleron, « Étude sur les revenus et niveaux de vie au Maroc français », *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 56, 1952, p. 50.

<sup>52</sup> J. Roche, M. Uzan et M. David, « Enquêtes alimentaires en Tunisie », *Bulletin économique de Tunisie*, n° 66, 1952, p. 38-90.

mener une enquête<sup>53</sup> ». D'autres travaux se contentent d'un métier ou d'un milieu dont ils restituent moins les réalités statistiques que les impressions vivantes. Le directeur du Centre régional d'arts tunisiens du Cap Bon, Pierre Lisse, et le père André Louis s'intéressent aux potiers de Nabeul. Ils demandent au lecteur d'excuser l'absence de chiffres, conséquence de la méfiance du potier qui « craint toujours que les renseignements fournis ne se retournent contre lui par une taxe nouvelle<sup>54</sup> ». En revanche, ils proposent une « impression générale qui se dégage du contact familial des potiers », celle d'une corporation qui peine à trouver de quoi vivre, où l'amour de l'art compense de très loin l'espoir du profit.

L'avocate Mathéa Gaudry raconte elle aussi son enquête en Algérie, dans le Djebel Amour ; sa fréquentation prolongée des villages, dès 1925, rappelle la méthode ethnologique augmentée du « respect des mœurs étudiées », celles de la femme dont elle décrit chaque pièce du vêtement, chaque habitude, chaque plat préparé par ses mains<sup>55</sup>. Cette méthode immersive est illustrée par Jacques Berque, auteur de premières enquêtes alors qu'il est encore un (iconoclaste) contrôleur civil marocain. Il paraît inverser complètement le sens de l'enquête : « abandonnant la méthode suspecte de l'"informateur" et des questionnaires, je laissais venir à moi les problèmes et les faits<sup>56</sup> ». Soucieux de restituer une atmosphère autant qu'un chiffre, l'enquêteur indépendant s'affranchit des préoccupations comptables de l'administration pour décrire des conditions d'existence, préparant la sociologie critique de l'indépendance. Pour l'heure, les enquêtes coloniales n'ont pas encore disparu mais s'imprègnent aussi de ces changements pour mesurer la pauvreté à la ville comme à la campagne.

### *En ville : les formes de la vulnérabilité ouvrière, du Maroc à la Tunisie*

D'une manière prévisible, le Maroc est le théâtre des derniers feux des enquêtes d'une facture inaugurée dans les années 1930. Celle de Robert Montagne sur le prolétariat casablancais apparaît comme l'ultime opus d'une tradition ethnologique altièrre, où le Marocain n'est pas jugé comme une source de renseignement digne, trop « enfermé dans [son] milieu d'origine<sup>57</sup> ». Elle est aussi le point de départ d'un courant d'études consacrées aux nouvelles masses pauvres des villes, le prolétariat. L'identité de Robert Montagne signale toutefois une rupture : il n'appartient pas aux hauts fonctionnaires des Ponts venus éclairer les administrations coloniales de leurs lumières parisiennes. Robert Montagne a formé sa science sur le terrain, au plus proche du protectorat, dont il s'éloigne toutefois en devenant professeur au Collège de France en 1948. La Résidence générale a commandé cette vaste enquête où il applique sa connaissance du monde berbère à cette nouvelle classe sociale. À la tête d'une équipe d'enquêteurs, il se penche sur ce groupe de transition, produit du monde ancien, rural, dont il procède, et acteur du monde à venir, celui de la grande ville industrielle. Son enquête témoigne de la persistance de lectures ethniques ou tribales des comportements et d'un souci de la quantification et de la géographie sociale. Malgré de nombreux constats très précis, l'enquête se penche peu sur les niveaux de vie, évoqués dans les mêmes couleurs limitées que celles des années 1930, celles de « dix foyers dans lesquels on peut trouver tous les échelons

---

<sup>53</sup> J. d'Étienne, « Une famille marocaine », in *L'Évolution sociale du Maroc*, Paris, Peyronnet, 1951, p. 8.

<sup>54</sup> P. Lisse et A. Louis, *Les potiers de Nabeul. Étude de sociologie tunisienne*, Tunis, Publications de l'IBLA, 1956, p. 205.

<sup>55</sup> M. Gaudry, *La société féminine au Djebel Amour et au Ksel. Étude de sociologie rurale nord-africaine*, Alger, Société algérienne d'impressions diverses, 1961.

<sup>56</sup> J. Berque, *Structures sociales du Haut-Atlas*, Paris, PUF, 1978 [1958], p. IX.

<sup>57</sup> R. Montagne, *Naissance du prolétariat marocain*, Rabat, Centre Jacques-Berque, 2016 [1951], en ligne. Sur cet aspect de la méthode de Robert Montagne, voir J. Dakhli, « Robert Montagne ou la comparaison par défaut », in F. Pouillon et D. Rivet (dir.), *La sociologie musulmane de Robert Montagne*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000, p. 133-146.

de la société marocaine<sup>58</sup> ». De rares nouveautés, comme l'association entre pauvreté maximale et célibat, dérivent d'une attention rivée surtout sur les solidarités familiales. Montagne partage alors la conviction de plusieurs enquêteurs familiers des bidonvilles marocains : « l'avenir du Maroc dépend de ces masses d'humbles travailleurs récemment sortis de tribus<sup>59</sup> ». Ils pourraient devenir, pour un protectorat en manque de soutiens, sa planche de salut.

La rupture méthodologique vient davantage de l'enquête de Paul Sebag, enseignant à la faculté de Tunis, qui descend du promontoire d'où Montagne observe la société pour conduire des enquêtes directes qui démentent la description d'un prolétariat paisible, tenu par le souvenir de sa frugalité paysanne. Le revenu est restitué dans un ensemble qui prend en compte l'endettement généralisé des travailleurs, du petit crédit accordé par le fournisseur les jours de manque à la tyrannie prolongée des usuriers. Le rythme de vie des ouvriers n'est pas figé dans un budget fixe mais restitué dans la variation des nombres d'heures travaillées<sup>60</sup>. Il rappelle l'étendue du sous-emploi qui fait du manœuvre le moins qualifié un privilégié au regard des plus infortunés, les chômeurs ignorés des statistiques. Dans ce monde où « le créancier est l'un des multiples visages du malheur<sup>61</sup> », Sebag propose de nouvelles variables pour en mesurer l'empire : la mortalité supérieure des travailleurs mal nourris établit une « inégalité devant la mort<sup>62</sup> » qui n'avait jamais préoccupé une seule enquête jusqu'alors. Il propose finalement un portrait statistique édifiant : il range les trois quarts des travailleurs musulmans tunisiens dans des états allant de la pauvreté à la détresse, quand 44 % des Européens ou 40 % des Juifs sont dans l'aisance et aucun dans la détresse<sup>63</sup>. De nouveaux indicateurs font ainsi voir une misère mesurée pour la part urbaine de la population maghrébine, encore minoritaire.

### ***La difficile mesure des rythmes de la vie rurale au Maghreb***

Ces sociétés restent en effet essentiellement rurales, mais les campagnes se prêtent moins aux enquêtes dans les années 1950. Les revenus s'y mesurent plus difficilement en comparaison avec la régularité – même torturée – d'un salaire ouvrier. Les informations obtenues paraissent encore réservées au cadre administratif, notamment en Algérie, où des rapports de fonctionnaires dépêchés sur place préparent les plans de modernisation agricole à partir de 1943<sup>64</sup>. Dans la littérature publiée, au contraire, les enquêtes donnent parfois le sentiment que la question de la pauvreté manquerait de pertinence pour décrire un monde où les individus se répartissent moins en classes sociales qu'en fonction de leurs méthodes de culture, de propriété ou leur prestige familial. La répartition des richesses ne fait guère partie des questions posées par Jacques Berque, qui évoque « l'unité du mode d'existence, manifestée par la pitance commune<sup>65</sup> ». D'un autre côté, les témoins de l'évolution des campagnes algériennes comme Germaine Tillion décrivent à grands traits une pauvreté structurelle et généralisée pour l'Aurès, une aggravation des conditions de vie où la moitié du groupe ne sait

---

<sup>58</sup> R. Montagne, « Vie économique et sociale du prolétariat », in *Naissance du prolétariat marocain*, op. cit.

<sup>59</sup> S. Delile, « Le prolétariat marocain de Port-Lyautey », in *L'Évolution sociale...*, op. cit., p. 111-228.

<sup>60</sup> P. Sebag, *Enquête sur les salariés de la région de Tunis*, op. cit.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>64</sup> N. MacMaster, *War in the Mountains. Peasant Society and Counterinsurgency in Algeria, 1918-1959*, Oxford, Oxford University Press, 2020, p. 97 sq.

<sup>65</sup> J. Berque, *Structures sociales du Haut-Atlas*, op. cit., p. 38.

plus comment manger<sup>66</sup>. Les campagnes sont alors promises à une tragédie sans dénouement, où la mesure statistique paraît démunie pour y décrire l'ampleur de la misère.

Pour autant, les campagnes n'ont pas été étrangères aux nouvelles méthodes des enquêtes des années 1950, qui s'attachent à une nouvelle variable, la polyactivité. Partie d'intentions plus artistiques qu'économiques, l'enquête de l'administrateur colonial Pierre Chalumeau, sur les nattes d'Alfa du Boutaleb, tapis remarquables pour leur beauté, leur confort et leur solidité, restitue l'importance de cette activité dans des « douars pauvres<sup>67</sup> » et le besoin, dans un budget familial, d'un complément de revenu artisanal pour les éleveurs montagnards. D'autres enquêtes en Tunisie établissent le caractère insuffisant et « incroyablement bas<sup>68</sup> » des revenus, tout en notant les difficultés des enquêteurs à tirer des fellahs un discours sur des situations qui constituent leur vie même et qui, jusqu'à présent, n'avaient suscité la curiosité de personne. Les questions leur paraissent incongrues : « la question "combien de figues de barbarie consommez-vous par jour pendant la saison ?" fait sourire la plupart des fellahs interrogés » – et pourtant, ajoute A. Bessis, les plus pauvres mangent quarante à soixante figues par jour, à l'exclusion de toute autre nourriture, faute d'en trouver<sup>69</sup>. Les premières enquêtes par sondages en Tunisie en milieu rural ne sont réalisées qu'en 1955 et restituées avec un ensemble de critiques méthodologiques<sup>70</sup>. Le manque d'enquêteurs spécialisés dans les réalités rurales apparaît alors criant.

Un dernier hapax marocain donne une idée des constats originaux que peut tirer une enquête prolongée en milieu rural accompagnée de nouvelles méthodes. Léon Robine, contrôleur civil à Imi-n-Tanoute, est exemplaire, comme Berque, de cette dernière génération d'administrateurs animés d'une vision plus nette du développement rural. Il se penche sur les conditions de vie de ses administrés armés de nouveaux moyens statistiques (le recensement de 1952) et d'une enquête conduite avec de nombreux concours locaux<sup>71</sup>. Tout de suite, certains totems sont abattus : le budget rural ne saurait avoir de sens dans un monde où alternent abondance et disette, le budget est par définition « cyclique<sup>72</sup> ». La possession du troupeau, même composé de quelques brebis, est un des premiers indicateurs de richesse dans un monde dominé par l'autoconsommation : la hiérarchie animale est une hiérarchie sociale, l'indigent n'a rien, le pauvre se contente d'une chèvre, le riche a son cheval. Un des indicateurs privilégiés jusqu'à présent, la consommation alimentaire, doit tenir compte des différences entre classes qui tiennent moins au type de menu qu'à la composition des mets. Le tajine ou le couscous d'un riche n'a qu'une parenté nominale avec le même plat consommé tout autant par le pauvre, où la quantité (et la qualité) de la viande variera, jusqu'à disparaître<sup>73</sup>. L'insuffisance des mesures adoptées jusqu'à présent apparaît dans un livre qui dresse d'implicites critiques à ses prédécesseurs, comme ces pages où est moquée cette habitude de dresser le portrait du « montagnard-type », « Chleuh passe-partout de son état », qui ne « saurait être qu'un produit de l'imagination<sup>74</sup> ».

---

<sup>66</sup> G. Tillion, *L'Algérie en 1957*, Paris, Éditions de Minuit, 1957. Ce livre faisait écho à un thème déjà médiatisé par les articles d'Albert Camus sur la « Misère de la Kabylie », publié en 1939 dans l'*Alger républicain*.

<sup>67</sup> P. Chalumeau, *Les nattes d'Alfa du Boutaleb. Étude de sociologie nord-africaine*, Tunis, Bascone et Muscat, 1954, p. 8.

<sup>68</sup> A. Bessis, « Cheikhat des Ouled Sidi Ali Ben Aount », in *Colloque international sur les niveaux de vie en Tunisie. Vol. II : Niveaux de vie liés à l'agriculture*, Paris, PUF, 1956, p. 27.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>70</sup> « Une enquête sur les niveaux de vie en milieu rural (région d'Enfidaville) », in *Colloque international sur les niveaux de vie en Tunisie. Vol. II. Niveaux de vie liés à l'agriculture, op. cit.*

<sup>71</sup> L. Robine, *Revenus et niveaux de vie du Grand Atlas occidental*, Rabat, Thouret, 1956.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 120.

## *Naissance d'une sociologie critique en Algérie*

Les enquêteurs coloniaux partagent pour certains des méthodes d'enquête d'un genre nouveau – elles ne sont pas parvenues dans la zone espagnole où une « sociologie marocaine » touche davantage au folklore, aux images colorées d'un art de vie statique et aux mille détails de la vie quotidienne<sup>75</sup>. Leur critique reste corsetée par le cadre colonial dont les universitaires s'émancipent plus nettement à la fin des années 1950. L'enquête de Pierre Bourdieu désigne pour la première fois le Maghreb, et l'Algérie en particulier, comme terrain d'étude légitime pour la recherche académique française. En collaborant avec les statisticiens – tout en se méfiant du « chamanisme » de la statistique – l'ouvrage de Bourdieu et de ses collaborateurs se penche sur un phénomène nouveau, le salariat, de fait surtout urbain<sup>76</sup>.

Bourdieu se justifie longuement de la « caution officielle » que lui donne l'Insee dans la conduite de son enquête et des liens devenus embarrassants avec une administration coloniale en guerre avec l'Algérie, liens qu'il ne peut tout à fait contourner. Des propos introductifs témoignent d'une casuistique nouvelle : le sociologue ne pouvant nier sa « part de responsabilité » dans l'entreprise coloniale mais, impuissant à expier ses fautes, il « sépare problèmes de sciences et inquiétudes de conscience<sup>77</sup> ». La mixité de l'équipe franco-algérienne permet de tirer parti des effets de confiance ou de méfiance que manifestent les enquêtés. Ces enquêtes comme celles consacrées aux populations rurales déracinées par les déplacements forcés par la guerre, conduite avec Abdelmalek Sayad<sup>78</sup>, tirent leur nouveauté d'une analyse de l'impossibilité de la situation coloniale. Le langage du corps, l'expression des espoirs ou des résignations donnent une épaisseur nouvelle à l'étude des conditions de vie de classes tentées par la révolte. Beaucoup de ces ouvrages, publiés l'année même ou juste après la proclamation de l'indépendance, annoncent la tonalité d'une sociologie dont ils étaient, au crépuscule de la période coloniale, les premiers jalons.

## **La sociologie maghrébine après l'indépendance : l'élargissement de l'enquête aux sociétés composites**

L'indépendance renforce le lien entre enquête et politiques sociales, devenu parfois fragile quand la première contestait l'œuvre coloniale en propre. Cette fois, l'enquête doit guider l'action de gouvernements qui promettent, après la libération politique, la transformation des sociétés. Les projets de réforme agraire, inégalement appliqués au Maghreb, s'appuient par exemple sur des enquêtes sur les modes de production agricole<sup>79</sup>. Faute d'une enquête dans les archives postcoloniales dans l'ensemble inaccessibles, nous ne proposons qu'une première esquisse à partir des premières publications de ces sociologues maghrébins. Ces ouvrages et revues en français – plus ponctuellement en arabe – prolongent l'exercice né au sein de l'administration coloniale dans les années 1920 et 1930. Ils lui donnent une nouvelle tonalité politique et révèlent aussi, notamment pour des travaux publiés en arabe, les pans entiers de la société auxquels les enquêtes coloniales ne s'intéressaient jamais. Balbutiant au Maroc et en Tunisie, le développement de la sociologie est encore plus tardif en Algérie, où il intervient surtout après les années 1970.

---

<sup>75</sup> V. Beneitez Cantero, *Sociología marroquí*, Tetuán, Impr. Olimpia, 1952.

<sup>76</sup> P. Bourdieu *et al.*, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris-La Haye, Mouton, 1963, p. 103.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 258.

<sup>78</sup> P. Bourdieu et A. Sayad, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Éditions de Minuit, 1964. Voir, sur ce contexte, A. Pérez, *Combattre en sociologues. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad dans une guerre de libération (Algérie, 1958-1964)*, Marseille, Agone, 2022.

<sup>79</sup> O. Bessaoud, « Les réformes agraires postcoloniales au Maghreb : un processus inachevé », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 63, n° 4-4 bis, 2016, p. 115-137.

L'essor de la sociologie ne pouvait être immédiat : en l'absence d'université en sciences humaines au Maghreb destinée aux populations locales, ce n'est qu'à la fin des années 1960 que se structurent deux écoles marocaine et tunisienne. Le sociologue tunisien Abdelwahab Bouhdiba, formé au collège Sadiki de Tunis et à la Sorbonne, agrégé de philosophie, défend une « sociologie militante » en bon accord avec le gouvernement socialiste – l'ouvrage est préfacé par un ministre. Les sciences sociales doivent décrire le « concret », le « réel », et la sociologie offre un « atout supplémentaire dans la lutte contre le sous-développement<sup>80</sup> ». Auxiliaire des plans triennaux fondés sur de nouvelles normes internationales, la sociologie recueille des informations sur les revenus mais aussi sur l'état d'esprit des ouvriers, avec des méthodes proches de celles des années 1950. Les enquêtes comparent les niveaux de salaires au « revenu moyen du Tunisien calculé dans les “perspectives décanales du développement” » pour en constater l'insuffisance<sup>81</sup>. Cette même ambition existe dans la sociologie marocaine : Abdelkadir Khatibi, formé lui aussi à la Sorbonne, propose la « réinterprétation de l'acquis culturel anticolonial et colonial<sup>82</sup> » au sein d'un Institut de sociologie créé en 1960 à l'aide de l'Unesco et dont il prendra la direction en 1966. La concorde avec l'État est moins saisissante au Maroc qu'en Tunisie : les ambitions sociales des gouvernements sont mâtinées d'un fort conservatisme rural de la monarchie<sup>83</sup> et Khatibi dissimule mal son dépit. L'Institut de sociologie ne figure pas parmi les priorités du « plan national », qui consacre ses crédits aux enseignants et scientifiques, « entendez par là ceux des sciences de la nature<sup>84</sup> ». Hassan II le fermera finalement en 1970 pour « dérive gauchiste<sup>85</sup> ».

L'enquête sociale, peut-être suspecte en raison de ses origines coloniales, ne reçoit qu'une attention secondaire au milieu de soucis théoriques qui dominent les discussions du premier colloque de sociologie maghrébine au nom un peu abusif : seuls des chercheurs marocains et tunisiens s'interrogent sur les grands concepts de leur discipline<sup>86</sup>. Tout se passe comme si le terrain de la conceptualisation permettait une meilleure digestion – critique – des modèles occidentaux dans une perspective marxiste, au risque de renoncer à les combattre sur un plan empirique en élaborant de nouveaux protocoles d'enquête<sup>87</sup>. L'historien Ibn Khaldūn (né en 1332), à qui l'on prête l'invention d'une forme de sociologie, est remis à l'honneur, notamment dans les publications en arabe. Sa « pensée géniale<sup>88</sup> » (*fikr 'abqarī*) renationalise la pensée sociologique de chaque pays – Ibn Khaldūn, auteur médiéval itinérant, offrant l'avantage d'être considéré comme marocain ou tunisien selon les besoins. L'ambition du modèle, influencé par l'anthropologie segmentaire de la tribu, domine largement les articles en français et arabe des deux années d'existence des *Annales marocaines de sociologie*.

L'enquête sociale à base monographique demeure, au tout début des années 1960, sans lien apparent avec ce nouveau milieu académique. Commencés souvent avant l'indépendance, ces travaux sont dominés par un modèle dualiste. La thèse d'André Adam sur Casablanca, élève

<sup>80</sup> A. Bouhdiba, « Pour une sociologie militante », in *Études de sociologie tunisienne*, Tunis, Bureau de recherche sociologique, 1968, p. 7.

<sup>81</sup> « Les conditions de vie des mineurs de la région de Gafsa », in *Ibid.*, p. 167.

<sup>82</sup> A. Khatibi, « Avant-propos », *Annales marocaines de sociologie*, vol. 1, 1968, p. 3-5.

<sup>83</sup> R. Leveau, *Le Fellah marocain défenseur du trône*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

<sup>84</sup> A. Khatibi, *Bilan de la sociologie au Maroc*, Rabat, Publications de l'Association pour la recherche en sciences humaines, 1968.

<sup>85</sup> P. Vermeren, *Misère de l'historiographie du « Maghreb » post-colonial, 1962-2012*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p. 129.

<sup>86</sup> « Documents sur le colloque de sociologie maghrébine (Rabat, juin 1967) », *Annales marocaines de sociologie*, vol. 2, 1969, p. 147-159.

<sup>87</sup> Sur ce climat théorique, voir H. Rachik et R. Bourqia, « La sociologie au Maroc », *SociologieS*, 2011, en ligne : <http://sociologies.revues.org/3719>.

<sup>88</sup> A. Khatibi, « Marāḥil al-sūsyūlūgiyā bi-l-maḡrib. 1912-1967 » [Étapes de la sociologie marocaine], *Annales marocaines de sociologie*, vol. 2, 1969, p. 3-19.

de Robert Montagne, publiée en 1968, ne fait qu'approfondir un genre en exagérant ses techniques, comme une sorte de pointillisme sociologique qui succéderait aux impressionnismes coloniaux : partout le chiffre est plus précis, mais la problématique reste la même, celle de l'occidentalisation de la ville<sup>89</sup>. Ce dualisme sert de grille de lecture aux organisations internationales qui, comme le BIT, proposent des enquêtes par sondage pour compléter les statistiques de la fiscalité nationale où la précision est, de l'aveu même de leurs auteurs, sacrifiée à l'exhaustivité<sup>90</sup>. Le Maghreb devient une variation sur le thème universel du sous-développement et les traductions concrètes des niveaux de vie sont laissées à l'imagination des lecteurs.

Si les enquêtes urbaines prolongent les méthodes et les conclusions des années 1950, la sociologie rurale se montre plus inventive et souligne les insuffisances de fond des enquêtes pratiquées jusqu'alors. Paul Pascon, Français né à Fès, naturalisé marocain en 1964, accumule dès les années 1960 des matériaux d'enquêtes rurales. Sa vision du Maroc comme « société composite » tâche de décrire un monde où, depuis deux siècles, aucun modèle (capitaliste) n'aurait écrasé un modèle précédent (féodal ou tribal, par exemple). Cette cohabitation de modèles souligne les difficultés persistantes des enquêtes à mesurer le sous-emploi : dans une société où les fonctions sociales ne se réduisent pas au travail et à la productivité économique, « la recherche du plein-emploi n'est pas le remplissage de temps morts dans une société paresseuse<sup>91</sup> ». L'enquête doit saisir toutes les formes d'activité qui ne se traduisent pas par le salariat, les formes de médiation, d'arbitrage et de prestige qui dépendent de capitaux anciens (généalogiques, familiaux). Des notions qui paraissaient claires et distinctes comme le chômage deviennent inadaptées au tissu social marocain.

Cette recherche d'une mesure plus proche des réalités maghrébines disqualifie parfois la mesure statistique qui foisonne par ailleurs dans les bureaux des ministères ou les salles de réunion des organisations internationales. La présence d'enquêtes en arabe dans les publications des universités met au jour un autre type de travail, portant sur des réalités ignorées par l'administration coloniale mais jusqu'alors confinées dans les ouvrages d'érudition locale. L'ouvrage de Muḥammad al-Bashīr al-Fāsī al-Fihri sur les Banī Zarwāl, tribu du nord du Maroc, publié dans une série du Centre universitaire de la recherche scientifique, montre une autre forme de savoir vernaculaire sur les conditions économiques et sociales d'un groupe. Ce lettré musulman a exercé la fonction de cadi (juge) de cette tribu, dont il a partagé la "société" (*muḥālaṭa*) des habitants et dont il a pu « creuser en profondeur » la vie sociale en se renseignant auprès des plus anciens<sup>92</sup>. Il s'agit bien d'une enquête *in situ*, mais présentée sous une forme originale : la géographie économique souligne la « fortune certaine » (*tarwa muhḥima*) de la tribu, fortune collective comptée à travers le nombre d'arbres. Dans l'ensemble, la tribu connaît « une vie non pas aisée (*rāqiyya*) mais honorable (*ṣarīfa*) » grâce à l'amour du travail<sup>93</sup>.

Le groupe est englouti dans une même unité quand il s'agit d'économie, mais il est décrit dans toutes ses subtilités quand il faut distinguer les familles remarquables, des individus et les confréries (*zāwiya*). Empruntant au style classique des *ṭabaqāt* (dictionnaire biographique), son enquête met au jour un monde ignoré par les enquêtes coloniales, celui des

---

<sup>89</sup> A. Adam, *Casablanca. Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*, Paris, Éditions du CNRS, 1968, p. 679.

<sup>90</sup> J. Bourrinet, *Salaires et revenus des travailleurs agricoles en Tunisie et en Algérie*, Genève, Bureau international du travail, 1975.

<sup>91</sup> P. Pascon, « La main-d'œuvre et l'emploi dans le secteur traditionnel », *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 100, 1966, p. 103.

<sup>92</sup> M. al-Bashīr al-Fāsī al-Fihri, *Qabīlat Banī Zarwāl. Mazāhir ḥayātihā al-taqāfiyya wa-l-iḡtimā'iyya wa-l-iqtisādiyya* [La tribu des Banī Zarwāl. Aspects de leur vie culturelle, sociale et économique], Rabat, Éditions techniques nord-africaines, 1962.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 14.

*zāwiya* qui sont aussi des lieux d'entraide et de redistribution de richesse, ainsi que des sources d'histoire sociale, comme les *nawāzil* (contentieux) ou les *fatāwā* (avis juridiques), où figurent aussi, à travers les mariages et les successions, les signes de pauvreté ou de richesse. Ce savoir local, illustré par des grands noms de l'historiographie marocaine<sup>94</sup>, s'est développé en parallèle des enquêtes coloniales qui les ignoraient et puisaient à des sources différentes. En fait de sources statistiques, al-Fāsī al-Fihrī s'appuie, comme il le résume à la fin de l'ouvrage, sur des sources juridiques, les dictionnaires biographiques, l'autorité des grands auteurs (comme Ibn Khaldūn) et de mystérieuses « notes personnelles » (*muqayyada khāṣṣa*). D'une manière frappante, la pénétration sociologique et généalogique de la tribu ne s'associe jamais à la mesure quantitative. La barrière linguistique paraît alors séparer deux univers épistémologiques.

Cet exemple ne signifie pas que des productions écrites en français ne reposent jamais sur des matériaux en arabe, mais ceux-ci sont invisibles dans les publications. La langue arabe n'est pas davantage reléguée à des enquêtes d'un style traditionnel dédaigné par les sociologues. Un des seuls articles en arabe des *Annales de sociologie* à dimension empirique porte justement sur la démographie, la critique des recensements coloniaux et les nouveaux enjeux qui attendent les États indépendants<sup>95</sup>. Les premières thèses en histoire soutenues en arabe font également place, dans la directe lignée des méthodes des enquêtes coloniales, à une évaluation du « niveau de vie (*mustawā al-ʿayš*) », comme celle de Aḥmad al-Tawfīq sur les Inūltān, tribu du sud du Maroc au XIX<sup>e</sup> siècle. Contrairement à l'image hâtive d'une campagne immobile, il montre de fortes inégalités sociales mais aussi la domination numérique d'une classe moyenne de petits propriétaires<sup>96</sup>. Il rappelle, dans la lignée de Pascon, que les distances sociales ne se mesurent pas avec la seule richesse mais correspondent aussi à des formes de pouvoirs politique, religieux et savant<sup>97</sup>. De telles hiérarchies sont constamment absentes, à de rares exceptions près, de toutes les enquêtes sociales de la période coloniale, comme sont absents les mécanismes d'assistance aux pauvres des fondations pieuses ou des sociétés de bienfaisance. L'effort des historiens pour restituer la richesse ou la pauvreté de la société du XIX<sup>e</sup> siècle contredit ainsi la précipitation des enquêtes françaises qui, par ignorance du passé marocain, voyaient dans le protectorat l'apparition d'une sécurité nouvelle dans les campagnes et d'une vie plus douce en ville<sup>98</sup>.

La comparaison entre les trois pays du Maghreb révèle les rythmes différés de la production du savoir social : le Maroc fait figure de précurseur, animé par l'entreprise scientifique voulue par le premier résident général, Lyautey (1912-1925). Il sera dépassé par la Tunisie après 1945, où naissent de nouvelles méthodes par enquête directe et production massive de données. Durant toute cette période, l'Algérie séduit moins les enquêteurs ou les administrations commanditaires avant les travaux de Pierre Bourdieu, comme si sa société juridiquement assimilée à la métropole (ou supposée telle) justifiait moins la nécessité d'enquêtes spécifiques qui, au Maroc et en Tunisie, apparaissent comme l'exploration ethnologique de sociétés étrangères. L'ambition des politiques sociales algériennes après

<sup>94</sup> Comme Mukhtār al-Sūsī, voir H. Rachik, « La science est une chasse : aperçu sur la pensée de Mokhtar Soussi », in *Penseurs maghrébins contemporains*, Tunis, Cérés Éditions, 1994, p. 249-266.

<sup>95</sup> I. Bin Barka, « al-Taqdīrāt al-sakāniyya li-l-maḡrib bi-l-nisba li-l-sanawāt 1970-1975-1980 » [Évaluations de la population marocaine pour les années 1970-1975-1980], *Annales marocaines de sociologie*, vol. 2, 1969, p. 3-12.

<sup>96</sup> A. Al-Tawfīq, *Al-muḡtamaʿ al-maḡribī fī-l-qarn al-tāsiʿ ʿaṣar* [La société marocaine au XIX<sup>e</sup> siècle], Rabat, Publications de la faculté des lettres et sciences humaines de Rabat, 2011 [1976].

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 381.

<sup>98</sup> R. Hoffherr et R. Moris, *Revenus et niveaux de vie...*, *op. cit.*, p. 39.

1945 marque toutefois une rupture plus nette que dans le protectorat et le besoin de nouvelles analyses pour guider une action sociale ambitieuse.

Après 1945 surtout, la pauvreté saisie à travers les enquêtes sociales n'est plus regardée comme une donnée irréductible, nécessité d'une société traditionnelle, mais comme un problème appelant des solutions. L'enquête sociale libère le Maghreb du fatalisme des autorités coloniales qui le condamnait à des niveaux de vie bas, sans donner une image systématiquement plus nette de sociétés composites. Au contraire, les affirmations péremptoires des années 1930 sont remplacées par des protocoles critiques de plus en plus sévères, malgré la production de données supplémentaires, notamment démographiques. La démarche de l'enquêteur a changé : dans son enquête, Jacques Milleron note que « pour l'heure » (en 1952), la difficile mesure du travail informel ou de l'autoconsommation rend ses conclusions approximatives mais que, bientôt, l'extension de la « permanence du travail » au Maroc donnera à l'enquête « son caractère entièrement probant<sup>99</sup> ». Dans les années qui suivent, et particulièrement après l'indépendance, les sociologues n'attendent plus que la société se dirige vers un état des choses où elle deviendrait lisible ; ils restituent au contraire ses modes d'organisation dans une complexité croissante, où l'inaction de l'État paraît d'autant plus douloureuse.

Matériau d'histoire intellectuelle, l'enquête sert aussi une histoire des conditions de vie. Elle est un matériau pour une histoire de la pauvreté du Maghreb contemporain, jusqu'à présent très partielle, à quelques exceptions près : une réflexion ancienne, sous l'angle quantitatif ou démographique, sur les conséquences de la colonisation dans l'Algérie du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>100</sup> ou des travaux d'histoire économique consacrés à la question ouvrière, notamment dans ses aspects politiques, de René Gallissot ou Albert Ayache<sup>101</sup>. Les enquêtes, avec leurs remarquables constantes, esquissent un premier tableau : des années 1930 aux travaux de Paul Pascon, le lecteur constate que, dans les trois pays, les inégalités s'aggravent et les niveaux de vie sont systématiquement présentés comme majoritairement bas. L'impression qu'elles laissent est que l'essor des classes moyennes, que certains Français croyaient observer dans l'émergence de petits employés, fonctionnaires ou ouvriers qualifiés, ne correspond pas à une réalité démographique véritable<sup>102</sup>. La classe moyenne, au sens majoritaire, serait plutôt composée de ces familles « modestes vivant juste, sans privation mais sans superflu<sup>103</sup> ». L'enquête, qui « s'efforce de saisir la réalité dans toutes ses nuances en faisant place au typique mais aussi aux extrêmes<sup>104</sup> », a souvent oscillé entre la description sensationnelle de la misère et la sécheresse des typologies. Ces enquêtes peignent une même réalité dont on reconnaît les contours malgré des styles de représentation parfois très différents – comme ces mêmes femmes peintes par Ingres puis par Picasso : ceux d'un groupe social immense que l'économie salariale n'absorbe pas, massé dans l'antichambre des villes ou dans les campagnes. Les conclusions optimistes des enquêtes coloniales, confiantes dans l'amélioration générale du niveau de vie, laissent place à un scepticisme sociologique grandissant à la fin des années 1970, qui anticipe les décennies difficiles de la fin du siècle.

---

<sup>99</sup> J. Milleron, « Étude sur les revenus et niveaux de vie au Maroc français », art. cité, p. 73.

<sup>100</sup> K. Kateb, *Européens, « Indigènes » et juifs en Algérie (1830-1962). Représentations et réalités des populations*, Paris, PUF, 2001 ; A. Nouschi, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises. De la conquête jusqu'en 1919*, Saint-Denis, Bouchène, 2017 [1961].

<sup>101</sup> R. Gallissot, *Le patronat européen au Maroc...*, op. cit. ; A. Ayache, *Le mouvement syndical au Maroc de 1919 à 1942*, Paris, L'Harmattan, 1982.

<sup>102</sup> H. de Montety, « Le développement de classes moyennes en Tunisie », s.l., 1955.

<sup>103</sup> P. Chalumeau, *Les nattes d'Alfa du Boutaleb...*, op. cit., p. 20.

<sup>104</sup> P. Sebag, *Enquête...*, op. cit., p. 13.